

Souveraineté La Solution inc.

Avoirs québécois en danger

Nous lisons dans un grand quotidien, le mardi le 7 juin 2016: en 2012 Jacques Daoust président de I.Q., selon M. Robert Dutton ex-président de RONA, lui aurait carrément dit qu'il ne voulait rien savoir de RONA. Encore selon M. Dutton, Michael Sabia, patron de la Caisse de dépôts et de placements (C.D.P.Q) s'en serait désintéressé dès 2012. Voici ce qu'André Desnoyers, président de Souveraineté La Solution inc. écrivait dans son journal le 25 février 2009 et dans Article constitution provisoire.

Proposition

Seulement les personnes nées au Québec et de langue française peuvent poser leur candidature au poste de président d'institutions publiques et para-publiques, gérant des fonds provenant de cotisants québécois, la Caisse de dépôts de placements (bas de laine des québécois) ainsi que ses filiales prêteuses.



La Caisse, mais en plus petit

Ce qui se passe à la Caisse de dépôts et de placements (bas de laine des Québécois) ressemble à du déjà-vu, mais en plus petit. Voici: il y a quelques années un regroupement de travailleurs vit le jour. Tous travaillaient dans la même usine de fabrication de maisons. J'étais l'investigateur qui est devenu le président de ce groupe. Nous avons voté pour une cotisation mensuelle de l'ordre de \$10.00, compte tenu du revenu et des obligations de l'époque. Notre petite compagnie avait 2 buts qui emballaient les membres: le premier était de se procurer de l'emploi et le deuxième investir à l'extérieur du groupe, quand nous aurons de l'argent de reste. Nous avons ciblé une petite entreprise de fabrication de portes et de fenêtres.

Cette entreprise était idéale et correspondait à notre savoir et emploi actuel. Mais nous n'avions pas assez d'argent pour l'acheter, nous n'étions pas assez solides financièrement pour les institutions financières. Nous nous sommes mis d'accord pour vendre des parts votantes pour augmenter nos avoirs. Des gens ont emprunté pour acheter des parts pour avoir le nombre de parts suffisantes pour être majoritaires. Deux ans plus tard, une élection a eu lieu et toute l'équipe de fondateurs sauf un conseiller a été remplacée par les membres qui avaient acheté des parts votantes. Lors de la première réunion du nouvel exécutif, ils votèrent pour l'abolition du premier but et maintinrent l'accent sur le rendement.

Ils ont prêté \$25000.00 à deux personnes à l'extérieur du groupe pour ouvrir un restaurant et acheter une bannière étrangère au Québec. Deux ans plus tard, le restaurant fit faillite. L'étranger a repris sa bannière. Vous connaissez la suite. Le plus désolant étant de perdre le but de la fondation et nos économies.

Selon les médias, ce sont \$38 milliards de notre bas de laine que nous avons perdu, seulement pour 2008. Des projets pour propulser le Québec vers l'avenir, les québécois en avaient (train TGV de la Gaspésie à Montréal, train magnétique de l'aéroport Mirabel au centre ville de Montréal, une avionnerie (Québec Air), voiture électrique québécoise, des usines de fabrication,